



Les Entretiens Européens
&Eurafricains

Plate-forme UE-Afrique(s) des Entretiens Eurafricains

Axa – Paris, le 12 février 2020

Compte-rendu de la conférence



Débat animé par :

Claude FISCHER HERZOG, directrice des Entretiens Européens & Eurafricains

Intervenants :

Christian de BOISSIEU, économiste, professeur au Collège européen de Bruges

Nadim Michel KALIFE, ancien doyen de la Faculté d'Economie et de gestion de Lomé

Kako NUBUKPO, doyen de la faculté des Sciences économiques et de gestion de Lomé



Thomas HUDE, Axa - Je suis heureux de vous accueillir à Axa pour ce débat sur l'Eco, un sujet passionnant et extrêmement structurant. Je vous dirai quelques mots quant à l'intérêt que porte Axa pour ses opérations en Afrique ainsi que pour ce sujet monétaire fondamental que représente l'Eco. Axa est l'un des grands acteurs de l'assurance en Afrique ; le groupe a relativement beaucoup investi ces dernières années, et il est bien positionné dans les marchés où il souhaite être présent ; le potentiel perçu par Axa en Afrique est si important que cela donne à ses activités une dimension véritablement stratégique pour l'avenir.

Nous sommes présents dans huit pays africains : le Maroc, l'Algérie, l'Égypte, le Gabon, le Cameroun, le Nigéria, la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Nous proposons à peu près toutes les lignes d'assurances possibles, avec la protection du dommage aux entreprises, l'épargne et l'assurance vie, ainsi que l'assurance santé qui se développe le plus fortement en ce moment. Au global, les activités d'Axa en Afrique représentent 900 millions d'€ de chiffre d'affaires, avec une croissance très au-dessus des activités du groupe. Certains de nos investissements sont très anciens, 30 à 40 ans au Maroc et dans les quatre pays de la conférence interafricaine des marchés d'assurance ; certains sont plus récents et correspondent à des choix stratégiques du groupe, notamment à partir de 2015 au Nigéria où nous avons fait l'acquisition de Mansard, une société qui a beaucoup de succès ; puis en Egypte où nous avons lancé une startup en 2016 qui rencontre un vif succès également, et où nous avons un projet d'investissement très important avec la construction d'un réseau de médecine de ville et de cliniques, ce qui créera une synergie avec notre activité d'assurance santé et permettra de répondre aux besoins immenses de l'accès aux soins, ainsi qu'aux financements des frais de santé des Egyptiens. Au global tous ces investissements, combinés à l'activité de nos équipes africaines, nous ont positionné parmi les deux ou trois meilleurs dans toutes les lignes de métiers, là où nous sommes présents. Cela nous met dans une position extrêmement favorable pour bénéficier du potentiel de ce marché, lui-même lié au potentiel économique porté par des populations très nombreuses et très jeunes. Nous croyons beaucoup à ce développement. Il ne se fera pas sans heurts et sans risques : le risque monétaire en est un, le risque politique en est un autre. Ainsi en Algérie, confrontée au risque politique, au Cameroun qui subit un certain ralentissement géopolitique, etc. Mais le décollage de ces économies est fort, et nous pensons qu'il continuera.

Deuxièmement, si le potentiel des marchés de l'assurance est fort, ils représentent moins de 1% du PIB ; ils seront amenés à se développer au fur et à mesure de la demande en assurance santé, en protection des biens des particuliers, des activités des entreprises. Nos filiales Axa ont deux priorités stratégiques pour y

répondre au mieux : être le meilleur assureur quant aux dommages aux entreprises, en synergie avec les grands actifs internationaux du groupe, et être la référence en termes d'assurance santé qui représente un enjeu fondamental.



Claude FISCHER HERZOG - Je remercie Thomas qui vient spécialement d'Espagne pour nous accueillir aujourd'hui et je suis heureuse de recevoir nos amis des Entretiens Eurafricains : Kako Nubukpo, notre invité d'honneur qui se bat depuis plusieurs années pour une monnaie souveraine en Afrique de l'Ouest. Cela ne lui a pas valu que des amis mais plutôt quelques malheurs dans son parcours professionnel qui sont tout à son honneur, déjà comme ministre au Togo puis comme directeur économique à l'OIF quand il a réagi aux propos d'Emmanuel Macron pendant sa tournée africaine, ce qui lui a coûté sa place ; j'avais moi-même écrit un article intitulé : « Laissez parler les Africains », ce qui m'a coûté ma subvention ! Mais au final, nous restons assez fiers de nos prises de position.

Nadim Michel Kalife a été présent à plusieurs de nos conférences et au colloque de mars 2017 à Paris, où nous avons déjà abordé la question de la monnaie en présence de la BCEAO (Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest) et de la CECEAO.

Et enfin, Christian de Boissieu, régulièrement présent lors de nos conférences que je salue très amicalement.

Le débat qui nous réunit autour de la question de l'Eco est passionnant, même s'il faut prendre garde à la passion qu'il provoque. Il ne s'agit pas d'être pour ou contre, car l'Afrique a besoin de retrouver son indépendance complète et véritable, et de ce point de vue la monnaie est plus qu'un symbole, elle en est une politique fondamentale. Et même si le débat est ancien, la décision a été rapide et surprenante alors qu'on nous disait l'an passé au colloque de Dakar qu'il n'y aurait pas de monnaie commune sans rapprochement et sans convergence des États de la zone UEMOA et CEDEAO¹ ; or les inégalités se sont accrues depuis... Par ailleurs, l'Eco renvoie à l'époque de la création de l'UEMOA, et le Ghana comme le Nigéria (avec sa déclaration publique il y a quelques jours) rechignent à adopter ce terme. Le processus pour adopter cette monnaie sera être long et difficile, et la déclaration des chefs ivoirien et français de décembre 2019 a le mérite d'engager le débat public. C'est une bonne chose, car cela concerne 300 millions d'Africains. La France a une dette envers l'Afrique, elle devra accompagner le processus afin que l'Afrique puisse retrouver son indépendance complète ainsi que sa souveraineté monétaire, soutenir les politiques

¹ ASCPE a organisé plusieurs rencontres et débats sur la politique monétaire de l'Afrique de l'Ouest et les questions qu'elle pose pour ses relations avec la France et l'Europe : 1. « La politique monétaire en Afrique de l'Ouest, et le rôle des Banques centrales » avec Anselme IMBERT, conseiller Afrique à la DG Trésor, MINEFI (Ministère de l'Economie & des Finances) ; 2. Le 6 novembre 2014 à Paris : « Partage d'une monnaie commune : convergence et croissance en Afrique de l'Ouest ? » le 10 mars 2016 avec Kako NUBUKPO, ancien ministre de la Prospective au Togo, professeur d'Economie à Oxford. 3. Les Entretiens Eurafricains de Paris : « Le défi de l'émergence de l'Afrique - Politiques publiques et régulation pour favoriser l'investissement » Mars 2017. 4. Les Entretiens Eurafricains de Dakar : « L'union régionale, moteur d'une croissance inclusive en Afrique de l'Ouest » Février 2018. <https://www.entretiens-europeens.org>

économiques et budgétaires nécessaires qui permettront à la monnaie de jouer pleinement son rôle, et de ne pas aggraver pas la situation et les inégalités dans cette zone.

Beaucoup de questions se posent et nous allons commencer par Christian de Boissieu, dont le dernier ouvrage s'intitule : « *Financer l'économie réelle* », aux éditions Eyrolles – 2019, que je vous recommande ; c'est un sujet pour nous très important, car la finance ne doit pas seulement faire de l'argent, mais elle doit aussi accompagner et s'investir dans l'économie. Kako Nubukpo vient de sortir « *L'urgence africaine, changeons le modèle de croissance* » aux éditions Odile Jacob – 2019, qui est vraiment le sujet du jour, mais il a aussi écrit récemment : « *Sortir de la servitude monétaire, à qui profite le franc CFA ?* » aux éditions La Dispute – 2016, qui lui a valu des débats intéressants mais aussi de nombreuses remarques... Et Nadim Michel Kalife est auteur de deux livres en 2003 et en 2006 : « *Réflexions d'un maçon sur son chemin initiatique africain* » - Tomes 1 & 2, et « *Pourquoi le Togo va si mal ? : Un schéma de sortie de crise* », paru aux éditions Roitelet d'Afrique - 2008 – deux ouvrages qui lui ont valu également quelques inimitiés.



Christian de BOISSIEU - Le projet qui nous réunit aujourd'hui reste à préciser sur de nombreux points, et bon nombre de questions restent à éclaircir. Je vais d'abord parler du projet tel que je le comprends, en ne prétendant pas tout maîtriser, et ensuite revenir sur ce que j'appelle les fondamentaux : que faut-il pour que ce projet tienne la route dans la durée, et puisse être soutenable ? Car c'est un projet de long terme, et non pas une foudraille.

Ce qui m'a frappé dans ce projet tel qu'il a été exposé à la fin de l'année 2019, c'est qu'il est extrêmement ambitieux, en proposant de rassembler les pays anglophones, francophones et lusophones (Cap-Vert & Guinée Bissau). Ceux-ci sont membres de la CEDEAO, mais le projet d'intégration monétaire donne une dimension supplémentaire. Mais je veux mettre en garde et ne pas céder à la tentation en tant qu'Européens de transposer ce que l'on vit en Europe sur l'expérience africaine. Je ne suis pas complètement à l'écart de cette tentation, car comme Philippe Herzog et d'autres autour de cette table, j'ai beaucoup travaillé sur l'arrivée de l'Euro et de l'Union économique et monétaire de l'Europe et je pense qu'il y a des leçons positives et négatives à tirer de notre expérience, à la fois dans ce que nous avons réussi et ce que nous avons raté jusqu'à présent. Je ne vais pas vous dire que l'Europe se porte bien car ce n'est pas le cas. Ce n'est pas un modèle à répliquer en Afrique, mais c'est une expérience intéressante d'intégration, bien qu'elle ne soit pas encore terminée.

Le projet est non seulement ambitieux, mais il est salutaire. Au fond, on n'est jamais mieux servi que par soi-même. En 1983, j'ai publié un ouvrage dirigé par le regretté Charles-Albert Michalet, professeur à Nanterre : nous avons travaillé avec plusieurs économistes à la demande de Jean-Pierre Cot alors ministre de la Coopération du gouvernement Mauroy, sous Mitterrand. Nous avons cherché à définir ce qu'était un développement autocentré, à une époque où l'Algérie comme la Tanzanie se trouvaient dans cette stratégie.

La gauche, arrivée au pouvoir en 1981, s'était interrogée pour savoir si dans ses relations avec ses anciennes colonies, il y avait un intérêt ou pas à pousser le concept. Notre travail a débouché sur une publication « Le défi du développement indépendant » aux éditions Rochevignes (quasiment introuvable en librairie). J'ai rédigé la partie monétaire, il y a donc presque 40 ans.

Sans être le premier, je pensais que le régime de la Zone franc n'était pas soutenable à long terme. Aussi, j'avais imaginé la manière d'introduire des marges de manœuvres et des degrés de liberté dans un système qui me paraissait trop rigide. A l'époque, l'Europe avait un système monétaire avec une monnaie commune, l'Ecu (qui n'était pas une monnaie unique, et je reviendrai sur la différence qui est importante à mes yeux). On avait un système de change fixe, mais ajustable, où quand l'Allemagne réévaluait, la France dévaluait, afin de donner de la respiration aux pays membres du système monétaire européen. Quand nous sommes passés à l'Euro à partir de 1999, cet espace de respiration a disparu, et nous sommes passés à des changes totalement fixes et non ajustables. J'étais persuadé qu'en Zone Franc, certains pays avaient intérêt à dévaluer leur devise à certains moments, d'autres à réévaluer la leur, et que c'était absurde de mettre tous ces pays dans le même bateau. J'avais donc conçu un système de change fixe mais ré ajustable entre les pays de la zone, avec évidemment un coût à payer pour leur redonner des marges de manœuvre. Mais c'est là qu'est apparue la faiblesse de mon analyse, à savoir que cela obligeait à revenir aux monnaies nationales pour chacun des pays africains concernés, et donc recréait une fragmentation monétaire. Est-ce qu'un petit pays africain a les reins suffisamment solides pour créer sa monnaie nationale, ce n'est pas évident du tout ! Mais c'était pour moi la condition pour obtenir un système où il y ait quelques marges de manœuvres, entre ceux qui auraient pu dévaluer et ceux qui auraient à réévaluer.

A ce titre, je souhaite vous lire un extrait de ce livre écrit en 1983 : « [...] Etudions maintenant un scénario de la Zone franc. Ce scénario vise à desserrer la contrainte extérieure qui pèse sur les économies nationales, tout en conservant les garanties et autres avantages du régime actuel. L'idée générale est de modifier la répartition du poids du réajustement entre les diverses variables et de ne pas éliminer à priori -pour les pays membres - un ajustement par le change, qui doit dans certains cas se substituer à d'autres ajustements ». Aujourd'hui, le projet de l'Eco est aussi l'occasion de revoir le fonctionnement de la Zone franc en l'intégrant dans un ensemble plus large, et je ne peux qu'applaudir car cela fait 40 ans que je suis persuadé que la France en particulier, aurait dû réfléchir aux évolutions nécessaires. Si chacun d'entre nous a connu quelques soucis pour ses prises de positions personnelles, ce petit chapitre datant de 1983 m'a valu être interdit pendant trois ans du Ministère de la Coopération en France, et plusieurs collègues à cette époque étaient devenus plutôt distants à mon égard. Mon chapitre était tombé dans le silence, telle une chape de plomb. Je ne suis pas l'apôtre de la Zone franc, ni le représentant de Bercy autour de cette table, mais j'essaie d'être un homme libre ; je l'étais en 1983, et j'essaie de le rester. Voilà ce que j'appelle un projet salutaire.

Troisièmement, l'Eco est un projet évolutif qui commence. La monnaie de la CEDEAO serait rattachée à l'Euro, avec un taux de change fixe ou flexible ; mais si elle devait évoluer, je proposerais qu'elle soit rattachée à un panier de monnaies, et non pas au seul Euro. Lorsque j'observe la politique de change des pays du Maghreb, leurs devises sont rattachées à un panier de monnaies qui dépend de la structure du commerce extérieur. Elles ne sont pas rattachées à 100% à l'Euro. Aussi, cela me paraîtrait normal que l'on tienne compte de la structure du commerce extérieur de l'Afrique de l'Ouest qui comprend aussi le dollar US et le Yuan chinois.

Quatrièmement c'est un projet à préciser, car le contexte politique est important. Lorsque je pense à la manière dont ce projet a été annoncé à Abidjan en décembre 2019 par les deux présidents ivoirien et français, je me demande si une concertation préalable a eu lieu avec leurs collègues ! Car de deux choses

l'une : ou il y a eu une concertation avant cette annonce, et dans ce cas on peut dire que les présidents Ouattara et Macron ont été les porte-parole d'une décision collective et implicite ; ou il n'y a pas eu de concertation, et dans ce cas-là je comprends mieux la réaction de pays comme le Nigéria ou le Ghana qui s'élèvent face à cette annonce ! Aussi, il va être intéressant d'écouter Kako Nubukpo et Nadim Michel Kalife pour tenter de comprendre ce qui s'est dit à la dernière réunion de la CEDEAO d'Addis-Abeba, et de quelle manière le projet de l'Eco a été relancé au niveau politique. Par ailleurs, il faut préciser le projet dans son ambition : monnaie commune ou monnaie unique... En Europe, l'Ecu a d'abord été créé comme monnaie commune avant d'être remplacé par l'Euro. Le projet de l'Eco au sein de la CEDEAO consiste-t-il à commencer par la création d'une monnaie commune, où l'on conserverait dans une première étape les monnaies nationales du Nigéria, du Ghana, et le franc cfa pour les pays de l'UEMOA ? Ou est-ce que les Etats ont l'intention de passer directement à une monnaie unique qui remplacerait les monnaies nationales ? Ces questions sont importantes en termes d'ambition et de calendrier, ce que les déclarations officielles ne clarifient pas. Pour faire référence à l'article que j'ai écrit pour les Echos le 2 janvier 2020², personne n'a posé la question quant à l'avenir de la CEMAC (Communauté économique et monétaire d'Afrique Centrale), or, je ne vois pas comment l'Afrique Centrale pourrait conserver le franc cfa s'il disparaît en Afrique de l'Ouest ! Il va falloir une certaine cohérence, et je suis intéressé par la manière dont les chefs d'Etat d'Afrique Centrale envisagent leur avenir.

Concernant les fondamentaux d'un tel projet, il y a une première question : qu'est-ce que « la souveraineté monétaire ». Pour moi, il s'agit de contrôler son destin en matière monétaire et financière, comme le fait d'émettre sa monnaie et de la gérer, de contrôler et agir sur son taux de change, etc. Mais dans le monde globalisé d'aujourd'hui, que peut vouloir dire « souveraineté monétaire » ? La France possédait-elle sa souveraineté monétaire dans le système monétaire européen entre 1978 à 1998 avant l'arrivée de l'Euro ? Si la Banque de France restait compétente pour créer le franc français, le gérer, etc. mais en réalité pendant ces vingt ans, la Banque de France suivait pas à pas les décisions de la Bundesbank et le Mark était la référence du système. Lorsque cette dernière montait ses taux directeurs, la Banque de France suivait immédiatement les décisions prises à Frankfurt... c'était l'illusion de la souveraineté ! La France ne possédait donc qu'une souveraineté formelle ! Et il est important de distinguer la souveraineté formelle de la souveraineté réelle. Aussi, lorsque qu'en 1983 je proposais à l'Afrique de l'Ouest de réintroduire les monnaies nationales, je connaissais les limites de mon raisonnement, et je savais qu'il y aurait des pays dominants et des pays suiveurs. Ceci dit, l'Euro nous a fait passer à une autre approche de la souveraineté qui consiste à dire : être souverain, c'est participer à des mécanismes de codécision. Est-ce que la France a plus de pouvoir monétaire et plus de souveraineté en étant partie prenante à Frankfurt des décisions de la BCE (Banque centrale européenne) qu'elle avait de souveraineté quand elle suivait l'Allemagne de façon asservie entre 78 et 98 ? Le débat reste ouvert ? Certains remettent en cause la globalisation, où chacun retrouverait sa souveraineté, pourrait se protéger des mouvements internationaux de capitaux, et serait libre de faire ce qu'il veut chez lui. Mais est-ce que le développement autocentré, pour reprendre l'expression de Jean-Pierre Cot, est la condition de la souveraineté nationale ? Est-ce que fermer ses frontières est envisageable et souhaitable ?

Le deuxième point fondamental réside dans le débat portant sur les critères de convergence. Je pense que l'Afrique est en train de faire la même erreur que l'Europe... En Europe lors du traité de Maastricht, nous

² « Du franc CFA à l'éco : le chemin est encore long » :

<https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-du-franc-cfa-a-leco-le-chemin-est-encore-long-1159879>

avons privilégié ce qu'on appelle la convergence nominale, au niveau des taux d'inflation et des taux d'intérêt à long terme, du déficit et de la dette publics, ainsi qu'au niveau du taux de change. Nous avons sous-estimé les problèmes de convergence réelle, qui sont les problèmes de croissance, d'investissement, d'emploi de chômage, et de productivité. Lorsque j'observe les critères de convergence qui sont présentés dans ce projet Eco pour la CEDEAO, l'Afrique de l'Ouest est en train de faire la même erreur que nous en se focalisant sur l'obsession d'un taux de 3% de déficit public, de 70% de dette publique, etc.

Je pose une troisième de fond : quel sera le degré de coordination en matière de politique économique en général pour faire fonctionner l'Eco ? La théorie des zones monétaires optimales qu'on apprend à l'université est pour moi dogmatique et elle n'apporte que peu d'aide par rapport à ce problème concret si on ne s'interroge pas sur les politiques budgétaires et fiscales.

Un dernier point concerne les échanges intra-africains. Ceux-ci sont beaucoup plus faibles que les échanges intra-européens. Or nous avons du mal à faire vivre l'Euro, dans un contexte où pourtant chaque pays de l'UE et de la zone Euro réalise à 60 à 70% de son commerce extérieur avec les autres pays de la zone. Il n'existe pas d'équivalent en Afrique de l'Ouest et sur le continent où les pays exportent les matières premières, et qu'il y a très peu de commerce intra-africain. La question se pose de savoir si cela a un sens d'avoir une monnaie commune, voir unique, sur une base de commerce intra-zone aussi faible... Le commerce africain doit se développer avant d'adopter une monnaie unique, et cela il risque de prendre beaucoup de temps ! Il y a donc là une histoire de « poule et d'œuf » dont il faut sortir.

En conclusion, nous parlons de monnaie, et j'en suis ravi car c'est un thème important, mais le sujet de la convergence réelle est encore plus important. J'en ai fait le titre de mon livre en 2016 : « Financer l'économie réelle ». Je travaille sur la finance et la monnaie depuis toujours parce que je pense qu'elles conditionnent beaucoup de choses comme la croissance et l'emploi, etc. et c'est ce qui m'intéresse réellement. Je ne suis pas un amoureux de la finance en tant que telle, mais parce qu'elle peut (et doit) être utile au développement durable et inclusif, et c'est bien cela qui me motive en Afrique, comme ailleurs.

Claude FISCHER HERZOG salue le combat de Christian et s'interroge sur les conditions d'une intégration de la zone CEDEAO, certes avec les échanges commerciaux, mais avec une union régionale, moteur d'une croissance inclusive avec la mise en place d'un budget réel, ce qui permettrait d'aider les pays les plus en retard à rattraper les pays qui se développent aujourd'hui comme la Côte d'Ivoire ou le Sénégal, plutôt que d'aggraver les divergences.



Nadim Michel KALIFE - Je vais m'appuyer sur le document qui vous a été remis³, et qui contient un ensemble d'interrogations et de réflexions. Je suis un fervent défenseur du Franc cfa, mais j'ai toujours dénigré

³ Voir [la problématique](#) réalisée par Claude Fischer Herzog en cliquant sur le lien

l'acronyme et demandé à de nombreuses reprises un changement de nom afin d'éviter toute subordination. Celle-ci est formelle, car en réalité il n'y a pas de subordination réelle. Je maintiens que notre monnaie est indépendante de l'emprise de la France depuis 1975, quand le gouverneur Ivoirien Fadiga a pris les commandes de la BECEAO à la place d'un Français, quand le siège a été transféré de Paris à Dakar et quand tous les cadres de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest sont devenus africains et ont pris les commandes de la politique monétaire. A ce sujet, il est important de distinguer dans ce débat la politique monétaire de la politique économique, car je crois que c'est de cette confusion qu'il y a eu tous ces mouvements anti-cfa tels que nous les connaissons depuis trois ans. On impute à la BECEAO et à la monnaie cfa les malheurs de la politique économique des gouvernements en place, et tout le débat est faussé à partir de là. Si mon ami Kako Nubukpo tient à sortir de la servitude monétaire, je pense personnellement qu'elle n'existe pas, car en effet la politique monétaire de la BECEAO est complètement indépendante aussi bien des chefs d'Etat africains que du chef d'Etat français. Cette politique est décidée par le gouverneur en fonction des intérêts du fonctionnement de la monnaie, des avoirs de la BECEAO dans chaque pays de la zone, et n'y a pas de servitude à mon avis. Pour preuve, lorsqu'on a décidé la dévaluation du Franc cfa en 1994, il a fallu l'unanimité de tous les chefs d'Etat africains, ainsi que du gouverneur en place à la BECEAO. Depuis lors, il y a une indépendance totale de la politique monétaire quant aux décisions de la BECEAO par rapport aux décisions politiques des huit pays de l'UEMOA. Le problème actuel qui se pose pour un passage du Franc cfa vers l'Eco réside dans le fait que les pays de l'UEMOA ont toujours visé la convergence en termes de critères. Chaque année, cinq ou six pays les respectent, mais c'est une chose très difficile. Même dans la zone Euro, tous les pays ne respectent pas tous les critères de convergence, c'est selon les aléas de la politique au sein de chaque pays ou des contingences extérieures.

Pour réussir à créer l'Eco, il y a un programme énorme car certains pays africains concernés ne sont pas des Etats de droit. La zone Euro s'est construite sur vingt-sept ans, de 1975 jusqu'en 2002 où la monnaie unique s'est imposée. Ce fut un long chemin, avec des gouvernements respectueux de l'Etat de droit, la supranationalité et la convergence des intérêts communs. Or la CEDEAO comporte 15 Etats, dont le Nigéria qui bloque ses frontières depuis plusieurs mois contrairement aux accords de coopération économique, et s'il ne se situe pas dans la zone monétaire du Franc cfa, il fait partie de la zone économique du marché commun. Le Nigéria affirme qu'il veut se défendre contre la concurrence déloyale du riz importé par le Bénin qui traverse les frontières de façon frauduleuse (comme cela a pourtant toujours été le cas depuis des lustres), et il bloque actuellement l'économie des trois pays riverains : le Bénin, le Niger et le Togo.

Charles Ouattara a annoncé la création de l'Eco en tant que président de l'UEMOA, et non en tant que président de la Côte d'Ivoire. Cette décision émane d'une concertation avec les huit Etats membres, et non d'une décision unilatérale. Pour information, le mot Eco provient d'Ecovas. En effet, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest est dominée économiquement par les Anglais. Les critères de convergence à l'intérieur de la zone UEMOA sont beaucoup plus sévères que ceux prévus pour la CEDEAO, et ils sont grosso modo respectés par l'ensemble des pays concernés ; aussi, Ouattara a annoncé au nom de l'UEMOA l'intention de créer la monnaie Eco dès 2020. Mais je ne vois pas pourquoi le Nigéria a subitement déclaré que l'UEMOA ne devait pas se diriger seule vers la création de l'Eco, et qu'il fallait attendre que les sept autres pays de la CEDEAO la rejoignent, soit la Gambie, Le Nigéria, le Ghana, le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée. L'objectif de créer une monnaie commune pour l'an 2000 date de 1983, mais on l'a reporté à 2005, puis à 2015 et enfin à 2020. Les pays d'Afrique de l'Ouest que l'on appelait la ZEDMAO, devaient converger ensemble à l'image des huit pays de l'UEMOA. Les deux types de monnaies, la ZEDMAO et le Franc cfa devaient ensuite se fondre en Eco. Malheureusement, les sept pays ZEDMAO n'ont rien fait

depuis 40 ans pour converger, et chacun n'en fait qu'à sa tête, tout simplement parce que c'est beaucoup plus facile de gérer une monnaie qui est aux ordres du pouvoir, plutôt qu'une monnaie indépendante du pouvoir politique. En zone cfa, la monnaie a toujours été indépendante du pouvoir, alors qu'en zone ZEDMAO, à chaque fois qu'un gouvernement veut payer les salaires des fonctionnaires et des militaires, il fait fonctionner la planche à billets. Pour exemple, la monnaie Cédi du Ghana a été divisée par 7500 en 40 ans, entre la date de sa création en 1972 et 2012, soit sept cent cinquante mille % de dévaluation ! Pendant cette période, le Franc cfa n'a dévalué qu'une seule fois de 50% en 1994. Aussi, il existe une discipline au niveau de la zone cfa qu'il ne faudrait pas perdre, car la monnaie n'a jamais freiné la croissance économique puisque cette croissance ne dépend que de la politique de chaque gouvernement concerné. Or, le malheur de nos pays africain reste la corruption qui est le premier vice de la gouvernance. C'est aussi cela qui a empêché l'Afrique d'émerger, alors qu'elle en avait la possibilité lors de la période allant de 1973 à 1980 lors du boom des matières premières ; tous nos budgets ont été multipliés par 7, 8 ou par 10 selon les pays, mais nous n'en n'avons pas profité. On s'en est servi pour faire une politique de gaspillage des richesses nationales, avec des surfacturations de tous les investissements publics et des grands travaux, et depuis lors nous traînons dans la déprime et dans l'appauvrissement des populations. Le surplus économique qui aurait dû servir à améliorer le niveau de la vie sociale, tels que les hôpitaux, les écoles, etc. est absorbé par les surfacturations des investissements publics fallacieux, où l'on fait des bâtiments qui coûtent plusieurs dizaines de milliards de Francs cfa, quand on pourrait se contenter de bâtiments plus modestes et utiliser la différence pour construire des dispensaires, des hôpitaux, des écoles, et pour améliorer le salaire des personnels de santé ainsi que celui des professeurs.

En résumé, je reste persuadé que l'Eco devrait prendre modèle sur le Franc cfa, qu'il serait nécessaire de modifier l'appellation du Franc cfa, car on n'a aucune suggestion vis-à-vis de la France qui ne fait que nous accorder sa garantie en contrepartie du dépôt de 50% de nos réserves. Mais il faut savoir que l'on ne déposait pas 50% car ce n'était pas obligatoire, simplement nous pouvions déposer 90% de nos réserves, là où le Trésor français nous accordait 0,75% de plus de taux d'intérêt par rapport au taux international, et ce afin de couvrir les frais de gestion de la BECEAO et de l'UEMOA pour lesquels les pays membres n'honoraient pas leurs cotisations. Et si L'Union Africaine fonctionne aussi mal, c'est aussi parce que les pays concernés ne payent pas les frais de fonctionnement ; ce qui engendre que le minimum de frais de fonctionnement de l'UA est couvert et financé par l'UE, et le bâtiment du siège de l'UA a été bâti par la Chine ! C'est ce manque d'éthique, de devoir et de discipline qui fait que l'Afrique ne parvient pas à émerger, alors que nous avons tous les cadres pour y parvenir, avec les capitaux provenant de nos richesses d'exportations qui ont été détournées à des fins illicites.



Kako NUBUPKO - Je suis d'accord avec tout ce qui vient d'être dit, et ce sont là des débats récurrents. Il y a quelques années, Christian de Boissieu m'avait parlé de son chapitre écrit en 1983, et c'était vraiment une position en décalage avec la volonté politique officielle de l'époque. Nadim Michel Kalife a été le 1^{er} doyen de la faculté d'économie et de gestion de Lomé, et il apporte encore beaucoup au débat, à la fois au Togo mais aussi au-delà sur les questions monétaires. Je souhaite remettre ce qui a été dit dans une perspective, en revenant tout d'abord sur la genèse de la décision, et ce que j'appellerai l'élargissement des parties prenantes, puis intervenir sur les quatre options qui sont sur la table aujourd'hui pour la création de l'Eco.

Concernant la genèse, il y a un élargissement des parties prenantes dans le débat autour du Franc cfa, à commencer par le Fond monétaire international. Traditionnellement, le FMI était assez discret, parce qu'il y avait une sorte de *modus operandi* et sa direction générale, provenant de la Banque de France, s'intéressait beaucoup plus à la question budgétaire qu'à la question monétaire, laissant le monopole de cette question au Trésor français. Quand j'étais à l'Université d'Oxford en 2013, j'ai souhaité travailler un an au FMI. Ayant passé toutes les étapes de sélection, M. Hervé Joly en charge de la Zone franc UEMOA pour le FMI m'a accueilli en ces termes : « Bienvenue au FMI M. Nubukpo, vous allez pouvoir travailler sur le fédéralisme budgétaire, mais vous n'aurez pas le droit de travailler sur le Franc cfa ». Je lui ai alors répondu : « M. Joly, convenez avec moi que ne pas pouvoir travailler sur la monnaie au sein du Fond monétaire international, cela ressemble fort à un oxymore ! ». J'ai pris la décision de ne pas honorer son offre et quelques semaines après, j'ai été nommé ministre de la prospective et de l'évaluation des politiques publiques du Togo. Il y avait donc bien une chape de plomb du FMI par rapport à la question du Franc cfa. Celle-ci a commencé à sauter quand Christine Lagarde s'est rendue à la conférence des chefs d'État de la CEMAC à Yaoundé : elle leur a demandé de se préparer à dévaluer le cfa de l'Afrique Centrale car ils ne pouvaient pas soutenir la fixité du change avec l'Euro, leurs réserves de change couvrant moins d'un mois d'importation. Michel Sapin alors ministre des finances en France, a essayé d'arrondir les angles en consultant ses collègues africains afin de trouver le moyen d'éviter une dévaluation. Mais les chefs d'État d'Afrique de l'Ouest, et en particulier ivoirien et sénégalais, avaient refusé de mutualiser pas leurs réserves de change : « nous faisons l'effort de les gérer sérieusement et il n'est pas question que l'Afrique centrale qui est plus riche que nous du fait de sa manne pétrolière tire le cfa vers le bas. Aussi s'il doit y avoir dévaluation, ce sera en Afrique centrale mais pas en Afrique de l'Ouest ! ». Cela se passait en avril 2016 ; les débats continuaient dans les coulisses avec l'idée que les deux Zones franc partaient en opposition de cycle, et qu'il y avait donc de moins en moins d'intérêt avec avoir un même Franc cfa rattaché à l'Euro.

La deuxième partie prenante est la Chine, avec les investissements massifs qu'elle réalise en Afrique, et les endettements des pays comme le Congo Brazzaville ; mais la Chine n'étant pas membre du Club de Paris, la restructuration de la dette congolaise pose problème, puisque c'est le Club de Paris qui est l'interlocuteur privilégié par rapport à la restructuration des dettes souveraines. Le FMI a donc amené la Chine à la table des négociations dans un schéma tripartite, et le processus de restructuration de la dette congolaise est toujours en cours à ce jour. Parallèlement, la Chine a signé avec l'Angola en août 2015 un accord de réciprocité monétaire, ce qui signifie que l'on peut désormais faire ses achats en devise chinoise (Yuan) sur tout le territoire angolais, et réciproquement ; en contrepartie, l'Angola vend son pétrole à la Chine. En août 2018, il a été conclu un accord « swap » quasiment identique entre la Chine et le Nigéria ; quand les commerçants chinois se rendent au Nigéria, ils changent directement leur devise en Naira, et réciproquement. De fait, le système monétaire international est contourné, ce qui évite tout frais de change. Il y a une réelle volonté chinoise de négocier directement avec les pays africains. D'autres pays sont également entrés dans le jeu, en particulier la Russie. Lors du sommet Russie-Afrique qui s'est tenu à Sotchi

en octobre 2019, il y a eu beaucoup d'attaques faites contre la France, et l'on sait très bien qu'il y a des tensions liées à cette question, notamment quant à la position de la Russie par rapport à la République Centrafricaine.

Le troisième acteur est l'Union européenne. En 2019, Dominique Strauss-Kahn a demandé qu'il y ait une conférence annuelle des chefs d'État de la Zone franc avec ceux de la Zone euro, car il faut sortir du face à face France-Afrique sur la question monétaire. Il a également demandé que la France retire ses agents qui siègent dans les instances de la BECEAO et de la BEAC (conseils politiques, conseils d'administration et commission bancaire), et de les remplacer par des gens institués personnellement. Lorsqu'il était ministre des finances, Dominique Strauss-Kahn avait pris une décision portée par l'ensemble du Conseil européen du 23 novembre 1998 stipulant que pour toute modification substantielle relative à la Zone franc, la France doit requérir l'aval de Bruxelles. Il s'agit donc d'une double tutelle, car on ne peut rien faire en Zone franc dans un simple rapport bilatéral France-Zone franc. Le Franc cfa est désormais relié à l'Euro, et non plus au Franc français. Aussi, il y a désormais beaucoup de copropriétaires de l'Euro, et c'est aussi ce qui a conduit le gouvernement italien en 2019 à faire une sortie violente contre le président Macron sur la question des migrants : « Vous appauvrissez l'Afrique de la Zone franc via le Franc cfa, ce qui oblige ces Africains à migrer et à l'Italie d'être dans l'obligation de les accueillir et de les héberger, alors que vous Français vous en êtes les responsables ! ». Aussi, l'irruption de l'Europe dans ce débat a fait bouger les lignes, qu'on le veuille ou non ; car au moment du Traité de Maastricht, la France avait invoqué et obtenu le principe de subsidiarité, pour que la question monétaire de la Zone franc ne soit pas traitée au niveau de l'Europe, mais conservée dans un cadre d'appui budgétaire entre le Trésor français à Bercy et la Zone franc.

La quatrième partie prenante, ce sont les mouvements sociaux anti Franc cfa : ils se sont multipliés ces dernières années avec deux lignes en particulier, comme je l'ai analysé dans un article qui paraîtra prochainement dans *Politiques africaines* : une ligne très dure portée par les mouvements des diasporas africaines qui « utilisent » clairement la question monétaire pour régler la question de la faiblesse de leur intégration en France en scandant : « l'Afrique libre ou la mort ! ». Or ces personnes n'utilisent pas le Franc cfa mais l'Euro au quotidien ; l'avenir de la monnaie africaine n'est une question vitale pour eux, mais leur sert à poser des questions qu'on peut juger légitimes par ailleurs. Il existe un second type de mouvement anti Franc cfa, plus localisé sur le continent africain et plus modéré car, comme l'a dit Nadim Michel Kalife, il relie la question monétaire à la question de la gouvernance politique africaine, avec des mouvements comme *Il y en a marre* au Sénégal, *Le balai citoyen* au Burkina Faso, *La loutchia* en RDC, *Le franc citoyen Togo debout*, et d'autres qui dénoncent « la faiblesse de la gouvernance des chefs d'État, incapables de gérer une monnaie ». Il existe deux lignes qui ne sont pas forcément convergentes.

C'est à mon avis l'addition de ces quatre parties prenantes qui a précipité la décision de créer l'Eco. Le président Macron se plaint d'ailleurs, alors qu'il garantit la monnaie et rémunère les réserves de change, de se faire insulter par la jeunesse africaine ! Aussi ce deal ne lui convient pas ! Et il ne faut pas chercher très loin pour comprendre ce qui se joue quand le président Macron dit : « On arrête le Franc cfa ! Vous avez voulu votre indépendance, vous l'avez désormais ! », et nous avons maintenant à répondre au test de crédibilité...

Il y a quatre options pour gérer cette affaire : la première consiste à lever les symboles politiques et historiques qui renvoient aux faits coloniaux et polluent le débat, mais il ne faudrait pas le bébé avec l'eau du bain. Cette option semble avoir l'accord des chefs d'État ivoirien et sénégalais. Avec les annonces à Abidjan de décembre 2019 : changer le nom de la monnaie, déloger les réserves de change, fermer le compte

d'opérations et sortir les Français de toutes les instances de décisions de la Zone franc... Ma critique du Franc cfa est économique, ce qui n'a pas encore été abordé dans le cadre des dernières décisions. Ceci-dit, les questions symboliques et politiques sont importantes. Les chefs d'État africains semblent d'accord, tout en annonçant vouloir garder la fixité de l'Eco avec l'Euro ; c'est ce que j'appelle « l'Eco-cfa ». On demande à la France sa garantie ! Aussi, la question qui se pose désormais est de savoir si on peut avoir une garantie sans contrepartie... mais cette option est intéressante car des pays qui possèdent le même profil économique que ceux de la Zone franc d'Afrique de l'Ouest, et pour lesquels le coût politique pourrait être faible, pourraient rentrer dans ce schéma. C'est vrai pour la Guinée Conakry qui n'était pas dans la Zone franc compte-tenu de l'histoire guinéenne et le nom de Sékou Touré, et sur lesquels joue le président Alfa Condé. Objectivement, la Guinée Conakry a le profil économique et l'histoire culturelle qui lui permettent de rentrer dans le système « Eco-cfa ». Le Ghana est aussi dans une position favorable : entouré de trois pays francophones (Togo, Burkina Faso et Côte d'Ivoire), il peut avoir intérêt en termes d'élargissement de son marché à partager la même monnaie que ses trois voisins. C'est là qu'il y a l'embryon de la Banque centrale de la CEDEAO : l'IMAO (Institut monétaire d'Afrique de l'Ouest). Enfin, le Cédi, la monnaie ghanéenne, est en train de plonger et l'Etat ne verrait pas d'un mauvais œil la possibilité de s'ancrer, via les réformes en cours dans l'UEMOA, à un espace monétaire plus stabilisateur. Je pense personnellement que c'est pour cette raison que le président Nana Akufo-Addo a annoncé qu'il serait prêt à rejoindre les pays de l'UEMOA.

La 2ème option repose sur les deux zones de l'espace CEDEAO : l'une Eco-cfa, et l'autre Eco-Naira. La déclaration du président Nigérian Muhammadu Buhari permet de donner un peu de crédibilité à cette hypothèse : le Nigéria n'a jamais été à l'aise avec l'espace francophone. Cela fait vingt ans que je suis ces questions, depuis que j'ai intégré la Banque centrale d'Afrique de l'Ouest en 2000 à la Direction de la recherche et de la statistique. En 2002 a été créée la Zone Monétaire d'Afrique de l'Ouest, la ZMAO qui regroupait les États non cfa de l'Afrique de l'Ouest, pour l'essentiel anglophones. On leur a dit : vous allez faire une monnaie commune, l'Eco... ce qui n'est donc pas nouveau ! Il était prévu à terme que les deux monnaies - le Franc cfa et l'Eco – fusionnent pour donner la monnaie unique de la CEDEAO, et pour laquelle il n'avait pas été donné de nom. Au final, la ZMAO n'a jamais pu faire sa monnaie, en particulier parce qu'elle avait défini des critères de convergence qu'elle n'a jamais réussi à respecter. Aujourd'hui, la ZMAO reproche aux pays francophones d'avoir décidé d'aller vers l'Eco, alors qu'elle a toujours demandé aux pays francophones de couper le cordon ombilical avec la France. Maintenant que ce cordon est formellement coupé, la ZMAO dit que la manière dont il a été coupé ne lui convient pas. Voilà pourquoi le 5 janvier 2020, le conseil des ministres de la ZMAO a déclaré dans un communiqué : « La manière dont les pays francophones se comportent n'est pas conforme à ce que nous avons décidé ensemble en juin 2019 à Abouja -Nigéria- lorsque nous avons annoncé la création de l'Eco pour 2020 ». Mais un conseil des ministres ne peut en aucun cas tancer une conférence de chefs d'État, ce n'est juste pas possible ! Les ministres ne peuvent pas juger de ce que font les chefs d'État. Car il existe trois niveaux de hiérarchies dans le domaine communautaire : ce qu'on appelle les réunions des experts statutaires qui envoient leurs rapports aux conseils des ministres, puis les ministres qui transmettent leurs rapports aux conseils des chefs d'État. Donc, si le conseil des ministres de la ZMAO se permet d'attaquer la conférence des chefs d'État de l'UEMOA, cela signifie qu'il y a des chefs d'État de la ZMAO derrière le conseil des ministres. Sinon, un ministre normal sait qu'il se fera limoger instantanément s'il signe un communiqué attaquant les chefs d'État. Une autre hypothèse est donc de dire que, piqué au vif par l'avancée de la Zone franc, le Nigéria va regrouper autour de lui les pays anglophones pour créer une autre monnaie, ce que j'appelle l'Eco-Naira. C'est un état de fait qu'il est important de ne plus négliger.

La 3ème option est celle où je rejoins Christian de Boissieu quand il parle de la distinction entre les critères nominaux de convergences et les critères réels de convergences. La CEDEAO a défini six critères nominaux pour l'eco-cfa. Quatre critères de 1er rang : le ratio déficit budgétaire sur PIB, qui ne doit pas être supérieur à 3% ; le taux d'inflation qui ne doit pas être supérieur à 5% ; avoir suffisamment de réserves de change pour couvrir au moins trois mois d'importations ; la Banque centrale et les États ne doivent pas soutenir par un financement monétaire le déficit budgétaire au-delà de 10% des recettes fiscales de l'année écoulée, et ce pour les Trésors nationaux qui le souhaiteraient. Deux critères de second rang : la dette, rapportée au PIB, doit être inférieure à 70% ; les fluctuations du change ne doivent pas être supérieures à 10% par rapport au Dollar US. C'est sur la base de ces six critères, que les pays de la Zone franc sont à même d'intégrer l'Eco. Ceci-dit, il y a aussi une autre façon d'envisager la convergence, c'est la convergence des PIB par habitant, soit la convergence réelle. En termes de PIB par habitant, nous retrouvons en tête le Cap-Vert avec plus de 3000 USD, puis le Nigéria avec 2600 USD, le Ghana avec 2400 USD, et seulement après on retrouve la Côte d'Ivoire avec 2200 USD, et le Sénégal avec 1900 USD. Si l'on doit converger vers les pays les plus riches, la Zone franc doit alors converger vers les pays anglophones, en particulier vers le Nigéria qui génère 65% du PIB de la CEDEAO (lorsque celui-ci travaille pendant une journée, il produit autant que la Gambie pendant un an !) A titre de comparaison, le Nigéria est beaucoup plus puissant que l'Allemagne et la France réunies. Ainsi, si l'on voulait être totalement honnête, on ne pourrait pas parler d'une monnaie CEDEAO sans y intégrer le Nigéria. L'option 3 est vraiment l'option qui consiste à dire « abandonnons les querelles franco-anglophones et allons vers la production et la répartition des richesses » ; à ce moment-là, on ne pourra pas le faire sans le Nigéria. Celui-ci a l'habitude de dire sous forme de boutade : « Nous savons que la CEDEAO, c'est en fait deux États : Le Nigéria et la France », ce que ne manque pas de répéter son représentant ans toutes les réunions de la CEDEAO. Cela montre aussi à quel point les pays francophones africains sont inféodés à la France.

La 4ème option serait l'Eco comme monnaie commune, sans être forcément une monnaie unique, dans laquelle il y aurait une définition de parité fixe mais ajustable, entre les monnaies existantes dans la CEDEAO. C'est un schéma qui a été proposé dès 1960 par l'économiste Sénégalais Daniel Kabou, devenu ensuite le 1er secrétaire général de la BECEAO ; il appelait cette future monnaie l'Union africaine de paiement, en référence à l'Union européenne de paiement qui avait cours de 1951 à 1957 avant le Traité de Rome. Ensuite le président du Niger de l'époque Hamani Diori a sollicité l'économiste égyptien Samir Amy en 1969 quant au sujet de la Zone franc. Celui-ci a proposé le même schéma en suggérant que le Franc cfa devienne une monnaie commune, mais pas forcément une monnaie unique, ce qui permettrait de mieux gérer les questions de financement de l'économie interne, le Franc cfa permettant d'accéder aux marchés internationaux, avec un compte d'opérations logé auprès du Trésor français qui deviendrait simplement une ligne de crédit. Il est intéressant de constater que Christian de Boissieu avait aussi publié cette position en 1983. Depuis, il y a toute une partie des mouvements anti Franc cfa qui revendiquent l'Eco comme monnaie commune, mais pas comme monnaie unique.

En conclusion, au-delà des quatre options, il y a une question fondamentale qui subsiste : pourquoi les pays de la CEDEAO souhaitent-ils faire partie d'une même zone économique ? Je ne suis pas totalement d'accord avec Christian lorsqu'il évoque le caractère quelque peu daté des zones monétaires optimales. Car paradoxalement, en union monétaire, ce sont les mécanismes alternatifs au taux de change qui sont les plus importants. Quel est le degré de solidarité que ces pays sont prêts à consentir ? Le Nigéria accepterait-il d'être le prêteur en dernier ressort au sein de la CEDEAO ? Le pays possède quatre fois plus de réserves de change que l'ensemble des quatorze autres États de la CEDEAO, et la productivité des facteurs est trois fois

plus élevée que l'ensemble des pays de cette zone ! Par le truchement de la monnaie, mon espoir est que l'ensemble de pays de la CEDEAO entrent désormais dans les vrais débats, ce qui renvoie à tout ce que Nadim Michel Kalife a évoqué ici : à savoir qu'est qu'un État aujourd'hui en Afrique de l'Ouest ? Qu'est-ce la souveraineté quand on a une monnaie garantie par la France, le budget par le FMI, et la défense par l'opération Barkhane ? Quel espoir légitime entretient un jeune de vingt ans aujourd'hui en Afrique de l'Ouest par rapport à la puissance publique ? Ce qui fait la passion de ces débats, c'est qu'à travers la monnaie nous touchons à des sujets qui vont bien au-delà.

Claude FISCHER HERZOG - Merci à Kako Nubukpo d'avoir mis l'accent sur ces contradictions qu'il va être nécessaire de dépasser. Pour revenir sur la position du président Macron, de nombreuses contreparties verraient le jour s'il acceptait de se positionner autrement qu'en terme budgétaire, avec une politique de coopération basée sur les intérêts mutuels avec l'Afrique de l'Ouest et de soutien au développement inclusif, et avec une politique de mobilité positive, ce qui aurait des avantages économiques et sociaux pour la France et les pays d'Afrique de l'Ouest. Je retiens une réflexion essentielle de Kako Nubukpo quant au fait de savoir ce que nous souhaitons réaliser désormais ensemble ! A ce sujet, les enjeux d'une Europe unifiée sont également posés, tout comme le fait de vouloir rester au sein même de cette union quand l'Angleterre s'en va et d'autres s'interrogent. Comme le disait Christian de Boissieu, et comme le rappelle Philippe dans son dernier essai « Les trois luttes de l'Homme européen », il y a une bataille que nous devons mener. Nous en sommes tous responsables, bien au-delà des décideurs, car ce sont bien les sociétés qui doivent prendre le problème à bras le corps, que ce soit en Europe où en Afrique, pour construire un monde beaucoup plus solidaire.

Echanges avec la salle

Jean-Marie COUR, démographe et économiste – Qu'est-ce qu'un État en Afrique de l'Ouest, et quel genre de monnaie lui faut-il ? L'Afrique est un continent en voie de peuplement, et nous savons que d'ici à 2050, la population agglomérée va être multipliée par quatre ou cinq, ce qui amènera la population totale à être multipliée par deux. C'est un phénomène absolument fondamental. Quelle(s) monnaie(s) doit-on imaginer dans ce contexte ? L'économie moderne dans nos pays européens ne concerne qu'un quart de la population totale de l'Afrique de l'Ouest, comme de l'Afrique en général, et notamment de sa population urbaine. Il y a une dualité intrinsèque et durable, et ce pendant encore une génération ou deux, entre une économie dite moderne et une économie informelle dont on sait assez peu de chose officielle, mais grâce à laquelle le peuplement s'opère plutôt convenablement ! Cette économie « populaire » a d'énormes besoins pour exister et co-exister avec l'économie moderne, et favoriser les échanges au niveau local. La convergence dont on a beaucoup parlé ici, n'est-ce pas aussi la convergence entre ces économies moderne et l'économie populaire ? Aussi, la réforme monétaire qui est train de s'opérer n'est-elle pas l'occasion de redéfinir le rôle de la monnaie dans ce contexte de pays en voie de peuplement ? Est-il imaginable que co-existe une monnaie commune, voir unique, issue de l'économie moderne pour les échanges commerciaux entre pays, etc., avec des monnaies locales favorisant un développement pour ces populations en situation de pauvreté monétaire quand le Franc cfa ne s'étend pas très loin au-delà des capitales !?

Christine HOLZBAUER - Je suis journaliste et je représente l'agence Sputnik. Je souhaite savoir si les pays les plus élevés économiquement au sein de la CEDEAO accepteront de payer pour l'ensemble de la zone lors de la création future de la monnaie Eco ? J'aimerais également que M. de Boissieu redéfinisse la différence entre monnaie unique et monnaie commune.

Un participant - Pour faire référence à la proposition qui a été faite en décembre 2019 par les présidents Macron et Ouattara, finalement très peu de choses changent, car l'Eco garderait un taux de change fixe avec l'Euro, l'Eco prendrait la valeur du Franc cfa et la France maintiendrait la garantie de la Banque de France pour les pays de l'UEMOA. Ce qui change, ce sont des mesures symboliques, avec le retrait de la gouvernance française des instances bancaires ouest africaines, et les réserves de fonds des pays africains à la Banque de France qui ne sont plus obligatoires... mais des pays de l'ex Zone franc pourraient avoir intérêt à conserver des réserves à la Banque de France. Dans ce cas, on se rapprocherait de l'option 1 de Kako Nubukpo, soit la création de l'Eco-cfa auquel serait éventuellement libre de se joindre tel ou tel pays qui n'est pas aujourd'hui dans l'espace UEMOA, tel que le Ghana. Aussi, ma question est de savoir si cette hypothèse vous paraît la plus probable, car cela correspondrait à un sabordage de l'Eco, puisqu'il doit devenir la monnaie de la CEDEAO ; de plus, le Nigéria ne semble pas adhérer aux propositions de Macron et de Ouattara, et il ne respecte pas non plus les critères de convergences posés par la CEDEAO, comme en fermant dernièrement ses frontières terrestres avec ses voisins, ce qui n'est pas le meilleur moyen de garantir une communauté monétaire dans cette zone.

Philippe HERZOG - Merci pour les précieuses présentations qui ont été faites ici. Comme cela a été dit, on est tous oblitérés par la référence avec l'histoire, et on a souvent besoin de références quant à la fabrication de l'Union économique et monétaire européenne ; mais cela nous parasite quand on cherche à évoquer l'Eco, alors que j'ai l'impression qu'il s'agira de quelque chose de tout autre. Une précision quant à l'Union monétaire européenne : nous avons fait l'Euro parce que nous avons préalablement fait le choix d'un marché unique. Or celui-ci aurait été complètement détruit par les variations monétaires asymétriques, et en quelque sorte la monnaie unique n'est rien d'autre que le toit du marché unique. Aussi, peut-on espérer faire une monnaie unique ou une monnaie commune en Afrique de l'Ouest, alors qu'il n'existe pas de marché commun dans cette zone ? En Europe, dès lors que la monnaie unique a été le toit d'un marché unique, j'ai été un adepte de l'Union monétaire. Mais le déséquilibre économique réel interne parasite l'efficacité de la monnaie : on est confronté aux questions que posent les asymétries existantes entre les pays excédentaires comme l'Allemagne et les pays débiteurs. Tout comme au sein du système monétaire international où il existe une position déséquilibrée vis à vis des États-Unis. Il est aussi important de mettre en avant la solidarité, et ce, à deux niveaux : le développement humain dans toute sa diversité africaine, et la place de l'Afrique dans le monde. Toutes ces questions se posent dans un contexte de mondialisation que l'on n'avait pas quand le projet de monnaie unique a été lancé. Les Africains ne vont pas pouvoir penser leur monnaie ouest-africaine indépendamment des positionnements dans le monde.

Pour revenir à la monnaie : elle n'est pas neutre. Une des articulations fondamentales, c'est la monnaie avec le financement. Au fond, ne cherche-t-on pas une monnaie d'investissement, plutôt qu'une monnaie de transaction, d'autant plus qu'il n'existe pas de marché commun au niveau ouest africain, alors qu'il y a besoin d'investissements majeurs pour le développement ? La monnaie unique ouest africaine pourrait être utilisée pour mutualiser des ressources afin de réaliser des investissements d'intérêts communs. Je rappelle enfin que l'histoire de la création de la communauté européenne n'a pas commencé par le marché unique : Jean Monnet avait proposé une mutualisation industrielle, un partage des flottes maritimes et aériennes pendant la guerre mondiale, puis le partage de l'atome. Après la guerre, on a poursuivi par la mutualisation des armements et des subsistances, puis par le charbon et l'acier. Il a été ensuite question de partager d'autres champs industriels comme les transports et l'énergie, mais il y a eu finalement un compromis quant au marché commun. Il me semblerait important que les Africains réfléchissent à ce qu'ils veulent mutualiser

comme ressources, ainsi qu'aux investissements qu'ils souhaitent réaliser en commun, avant même de penser aux solutions techniques que pose la création d'une nouvelle monnaie.

William BENICHO - Je remercie les intervenants pour leurs analyses pertinentes. Je souhaite attirer votre attention sur des interrogations qui remontent à des discussions que j'avais déjà à l'époque où j'étais chef de la mission française de coopération à Lomé ; nous avons déjà débattu au CEPS (Centre d'Étude et de Prospective Stratégique) de la question relative au Franc cfa avec le président du Togo Gnassingbé Eyadéma, peu de temps après sa dévaluation en 1995. Je me pose la question de savoir comment on peut imaginer une monnaie unique (qui s'appellerait Eco ou autrement) quand la quasi-totalité des pays africains connaissent encore de graves lacunes politiques et de gouvernances soixante ans après les indépendances africaines, et qu'il existe d'énormes divergences économiques, sociales, technologiques et culturelles intra-africaines, et entre l'Afrique et le reste du monde ? Et surtout, comment peut-on envisager la gestion et la conduite d'une politique monétaire dans une Afrique totalement déstabilisée, et qui va continuer à l'être par le péril islamiste ? Je pense personnellement qu'il ne peut pas y avoir de nouvelles monnaies africaines sans une refondation préalable de toute la relation franco-africaine et euro-africaine.

Claude FISCHER HERZOG - Je voudrais rappeler que Philippe Herzog a été président de la Commission économique et monétaire du Parlement européen, et s'il pense qu'il est parasité par son expérience, il a quand même le souci de l'identité africaine, et c'est important car cela doit être sous-jacent ; c'est aussi le fond de la question de Jean-Marie Cour.



Christian de BOISSIEU - S'agissant des zones monétaires optimales, je suis personnellement contre les victimisations mécaniques (car on fait souvent des références primaires et faciles à ce sujet), et j'évite les théories auxquelles est associé le Nobel canadien Robert Mundell qui avait produit une analyse en 1961, bien avant l'Euro. Il évoquait les conditions dans lesquelles les pays pouvaient s'allier par la monnaie ! Car l'intégration est une forme de mariage, bien plus que des fiançailles. Robert Mundell y répondait en évoquant la question de la mobilité des personnes. Il disait que pour se marier par la monnaie, puisqu'on ne peut plus utiliser entre nous l'arme du taux de change une fois que l'on est marié, il faut recourir à d'autres instruments ! Et la mobilité des personnes est là pour faire l'ajustement que ferait éventuellement sans cela le taux de change. Le débat sur la mobilité des personnes à l'intérieur de la CEDEAO, et généralement sur le continent africain, est sans doute à introduire dans ce débat, car nous avons parlé des migrations en Afrique, mais il faut faire une différence, non pas technique mais politique, entre la mobilité contrainte et la mobilité volontaire. Par ailleurs, peut-on faire une monnaie unique sans transferts publics centralisés ? Selon l'analyse économique de Mundell, si on se marie entre pays par la monnaie, mais que la mobilité des personnes n'est pas suffisante et que les chocs concernent une partie des pays et pas les autres, alors il faut pouvoir utiliser

des transferts. Cela rejoint le débat sur la répartition des transferts publics entre les pays riches et ceux qui le sont moins ou qui sont en retard, et de leur permettre un rattrapage grâce des transferts publics centralisés. L'Europe reste une expérience, ce n'est pas un exemple à imiter, mais je pense que les transferts publics sont insuffisamment centralisés, limités à 1% du PIB de l'UE ; aussi, pour faire vivre l'Euro dans l'avenir, il sera nécessaire de mettre plus en commun les investissements comme les richesses. Aussi, si le projet de monnaie dans la CEDEAO voit le jour, il sera nécessaire de créer un budget centralisé au niveau des 15 pays afin d'accommoder les problèmes de répartitions géographiques.

Pour répondre à la question sur la différence entre monnaie commune et monnaie unique : la monnaie commune vient se rajouter aux monnaies nationales, comme c'était le cas en Europe entre 1979 et 1998 où on avait le Franc français, le Mark allemand, etc. et l'Écu comme monnaie commune. Celle-ci ne servait pas à réaliser des transactions mais des opérations financières, et comme unité de compte pour certaines autres opérations. Dans cette période, nous ne pouvions donc pas acheter une baguette de pain ou une voiture en Écu. De fait, l'Écu ne remplissait pas la fonction transactionnelle de la monnaie, il n'y avait pas de cours légal. Aujourd'hui, je ne peux plus acheter ma baguette de pain en Franc français puisqu'il a disparu, mais je réalise mes achats en Euro. C'est une monnaie unique qui vient remplacer les monnaies nationales d'une zone donnée.

Pour répondre à Jean-Marie Cour, les expériences de monnaies locales se multiplient partout, et pas uniquement en Afrique ; cela existe par exemple en France où l'on se voit désormais proposer des week-ends, où des vacances en monnaies locales. Je trouve cela intéressant dans un monde globalisé, où le local reste très important. Et si la liaison avec la démographie est importante, elle l'est moins directement. Les problèmes d'intégration monétaire peuvent se poser dans des espaces très peuplés, où pas. Je n'ai pas personnellement de problèmes avec l'idée d'une multiplication des monnaies locales. En Afrique, les techniques bancaires et de paiement sont développées, voir plus développées qu'ailleurs : l'ensemble des think-tech qui regroupent les plates-formes digitales du monde de la finance et de la technologie y est très présent. L'Afrique a sauté l'étape du paiement par chèque, et on trouve une multiplicité d'initiatives proposant des cartes ou des paiements par compte téléphonique. Mon sentiment est que lorsque vous avez dans un même espace plusieurs monnaies qui circulent, on obtient généralement des phénomènes de hiérarchie entre ces différentes monnaies. C'est la loi de Gresham, où la mauvaise monnaie finit par chasser la bonne. J'ai personnellement travaillé en Russie à partir 1992 et deux monnaies avaient cours : le Rouble et le Dollar. Le Rouble avait parfois la préférence des opérateurs, et à d'autres moments c'était le Dollar. Il peut donc exister des circulations parallèles de plusieurs monnaies au sein d'une même zone, mais dans la durée il y en a souvent une qui l'emporte sur les autres. Dans le système bimétallique, or et argent, à la fin du XIXe siècle, l'or l'a emporté sur l'argent qui a été démonétisé. Aussi, lorsqu'il existe plusieurs monnaies dans un même espace économique, il est intéressant de savoir sur quoi cela débouche.

Je suis entièrement d'accord avec les propos de Philippe Herzog quand il suggère qu'une monnaie unique implique un marché unique. Dans ma présentation, j'avais d'ailleurs évoqué les problèmes liés aux faibles intégrations commerciales ; car on peut faire un certain nombre de marchés uniques, avec les personnes, les capitaux et les biens, mais que faire quand on est aussi peu intégré commercialement ? Comment développer le commerce intra-zones ? Et cela a-t-il un sens de poser le toit avant de poser les fondations ? C'est une vraie question. Qu'y aura-t-il sous le toit monnaie unique de la CEDEAO ? Les pays sont très concurrents entre eux, compte-tenu de l'état actuel de leur spécialisation sur les matières premières. Un autre sujet dont les chefs d'État Africains vont devoir tenir compte est le corona virus qui sévit actuellement en Asie ! Car cette

épidémie a déjà des conséquences évidentes sur le prix des matières premières mondiales. En effet, 50% de la demande mondiale d'acier est fournie par la Chine. Les prix sont en train de s'effondrer, comme ceux du pétrole. L'articulation entre court-terme et long-terme est cruciale : si le corona virus poursuit sa progression dans les mois à venir, avec ses conséquences pour l'économie mondiale, et ses impacts en Afrique et pour les pays producteurs de matières premières en général, les débats monétaires risquent d'être plus compliqués. Quant au rapport de la monnaie et du financement, je suis à nouveau totalement d'accord avec Philippe : on ne peut pas parler de monnaie sans évoquer l'intégration des marchés financiers. La bourse d'Abidjan est une place financière régionale en Afrique de l'Ouest ; je travaille personnellement sur un projet qui vise à développer la place financière de Dakar ; la place financière de Lagos existe, mais elle me paraît moins développée que les places comme Johannesburg ou Nairobi en Afrique Subsaharienne. Alors que l'intégration des marchés financiers n'est pas indépendante du projet de création de la monnaie Eco, qu'il n'existe pas d'intégration des systèmes de surveillance bancaire, ni de réglementation bancaire et financière, doit-on adopter la même réglementation au niveau de la CEDEAO ?

La réflexion générale qui ressort de nos échanges est de savoir si la création de la monnaie Eco n'est pas prématurée ! Les Échos ont d'ailleurs titré ma publication : « La route vers l'Eco sera longue ». J'avais moi-même cru à l'échéance de 2020. Mais si l'on attend que toutes les conditions soient satisfaites pour créer cette nouvelle monnaie, il ne se passera jamais rien ! C'est une des raisons pour laquelle j'ai défendu le projet Euro pour l'Europe car je me suis dit que si l'on attendait de respecter tous les critères de convergences et d'avoir un accord politique, on ne le fera pas ! Le côté pari pascalien derrière la construction européenne, comme dans tout processus d'intégration, et qui n'a pas encore été gagné, a été de dire : l'Euro en tant que tel va engendrer des forces endogènes qui pousseront aux rapprochements et à la convergence économique, et peut être au rapprochement politique. Mais jusqu'à présent et au vu de la crise de l'Euro en 2010, ça ne s'est pas passé comme ça. La CEDEA doit aussi relever un pari pascalien même si aujourd'hui les conditions ne sont pas remplies. L'option n°2 de Kako Nubukpo consistant à créer deux zones monétaires distinctes me paraît être le contraire d'une intégration, mais ce serait un statu quo. Alors, faut-il forcer le destin avec un acte politique et parier sur le mariage des pays de la CEDEA par le biais de la monnaie, et le reste suivra ? C'est là un pari, qui peut être perdu ou gagné. Est-ce que la monnaie unique Eco peut « forcer » les rapprochements qui ne se produisent pas encore, où est-ce que les clivages politiques et les luttes d'intérêts sont tels que cela ne se fera pas ?

Nadim Michel KALIFE - Il est primordial qu'il y ait des États de droit au sein de la CEDEAO, avant même qu'il y ait des critères de convergences. Car actuellement, on va dans le brouillard et si on ne peut pas faire confiance à la justice de son pays, ce n'est pas la peine d'avancer ! Car la justice de nos pays africains est souvent aux ordres du pouvoir, ou elle est corrompue, et c'est d'abord contre ces faits qu'il faut lutter. Concernant la contrepartie que la France pourrait demander en retour de sa garantie envers l'Eco-cfa, je pense qu'on n'a pas besoin d'une contrepartie matérielle. La France est une grande puissance, et comme toute grande puissance elle a des dépenses extérieures. Les USA dépensent 600 milliards USD par an pour maîtriser ses dépenses extérieures à travers le monde. Aussi, si la France sacrifie sa demande de contrepartie et offre sa garantie pour la zone monétaire Eco-cfa, ça fera partie de ses dépenses de prestige de grande puissance !



Kako NUBUKPO - Je suis entièrement d'accord avec ce qu'a dit Jean-Marie Cour. J'organise un colloque à Lomé du 28 au 30 avril 2020 sur le thème : « Quelle monnaie pour quel développement en Afrique de l'Ouest ? » Ce colloque « Eco 2020 » sera donc le premier d'une longue série. Les suivants seront axés sur les systèmes de santé, la démographie, etc. L'idée est d'offrir des espaces de discussions à vocation prospective sur notre région, car les chercheurs africains ne travaillent pas suffisamment ensemble. Je me suis engagé dans la question monétaire parce que je trouvais malsain qu'il y ait un tabou sur une question aussi importante que la monnaie. Et j'ai applaudi lorsque les présidents Macron et Ouattara ont fait leur annonce en décembre 2019. En effet dès ce moment-là, le débat a été ouvert sur les différentes options monétaires ! On peut constater un nombre inouï d'articles qui sont parus depuis le 21 décembre dernier, alors que l'on s'interdisait de rentrer dans le débat public du fait de ce tabou monétaire. Symboliquement, la victoire réside dans la possibilité de pouvoir débattre publiquement du rôle de la monnaie pour des économies en développement, avec deux dimensions différentes mais qui se rejoignent et qui rendent complexe la question : quel type d'intégration régionale volontaire voulons-nous, et quel type de régime de change souhaitons-nous avoir pour cette nouvelle monnaie ? Cette question du régime de change est différente du destin commun dans le cadre d'un processus d'intégration !

J'abonde dans le sens de Jean-Marie Cour, car ce qui rend cette question urgente aujourd'hui, c'est de savoir comment financer et comment faire en sorte qu'une population qui double tous les vingt-cinq ans, dont 40% à moins de 15 ans et les 2 tiers moins de 30 ans, dans des pays où on ne transforme pas les matières premières, puisse accéder à des activités génératrices de revenus. Quel est le rôle que l'on doit assigner au système monétaire et financier afin qu'il n'y ait pas d'explosion en Afrique ? Je parle souvent de schizophrénie des décideurs africains, car sur le papier nous sommes déjà intégrés, puisque dans les théories de l'intégration, la monnaie clôture le processus ! Effectivement ce processus comporte d'abord une zone de libre-échange, une union douanière, un marché commun, puis on s'assure de l'effectivité des quatre libertés de circulation : biens, services, personnes et capitaux, et on parvient au marché unique, puis seulement on réalise l'intégration monétaire. Le Franc cfa, héritage issu de la colonisation, nous donne l'impression que nous sommes déjà intégrés. Et notre travail désormais est de « mériter » le Franc cfa ! Effectivement, tout le travail consiste à dire comment fait-on pour « mériter » le Franc cfa, cette monnaie qui est déjà issue d'une fédération ! Pour rappel, lorsque le Franc cfa a été créé le 26 décembre 1945, c'était la monnaie de la fédération « l'Afrique Occidentale française » pour la partie ouest-africaine, et de la fédération « l'Afrique Équatoriale française » pour la partie d'Afrique Centrale. Il y avait alors une unité budgétaire et politique représentées par le gouverneur de l'AOF. C'est au moment des indépendances que nous aurions dû avoir ce débat autour de la cohérence : si nous gardons le Franc cfa, il faut que nous soyons une fédération ! Mais une fois qu'on a décidé de la « balkanisation » et que chaque État a pris son indépendance, il aurait fallu se

poser la question de l'intérêt du partage d'une même monnaie : le cfa. La même question s'est posée brutalement une première fois en 1993, quand on a vu que l'ajustement réel que l'on avait commencé depuis 1985, ne suffisait toujours pas à éviter une dévaluation. Mais politiquement, il a fallu attendre la disparition de Félix Houphouët-Boigny (CI) en 1993 pour dévaluer en janvier 1994, car la dévaluation représentait un réel échec pour ce « père » de l'indépendance de Côte d'Ivoire. C'est pour cela que la veille de la dévaluation, nous avons créé l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) : nous partageons la même monnaie mais nous n'avons pas les mêmes politiques, ni de convergences, d'harmonisation et de coordination. Il aurait fallu que l'UEMOA offre des fondements solides et endogènes à cette monnaie cfa que nous partageons. Voilà pourquoi je dis que nous sommes dans une schizophrénie permanente, car le fait d'avoir cette monnaie nous donne l'impression d'être intégrés, alors que nous ne le sommes pas forcément !

Une autre difficulté est celle des pays anglophones. Mais c'est une fausse difficulté si on considère les logiques précoloniales. Je suis originaire du sud Togo, et j'ai plus d'affinités avec les gens du sud Ghana et du sud Bénin qu'avec les Bissau Guinéens qui partagent le Franc cfa avec moi. De plus, mon ethnie possède les mêmes prénoms et les mêmes traditions que l'on retrouve jusqu'en Côte d'Ivoire... Ce qui se joue aussi à travers l'Eco, c'est la capacité ou non pour les États africains de desserrer l'étau qu'a constitué le principe d'intangibilité des frontières issues de la colonisation, pour pouvoir construire une destinée et une prospérité partagées. Aujourd'hui on parle de la monnaie, mais si l'on considère la sécurité avec les menaces asymétriques, on retrouve exactement le même problème : Boko haram a sa logique de fonctionnement, et il exerce ses exactions sur les territoires précoloniaux ! Or, aujourd'hui nos États ne sont pas en mesure de coopérer de façon optimale pour répondre à des menaces asymétriques, avec des principes de rationalité coloniale ! Et c'est une situation pour laquelle on ne peut pas faire l'impasse.

Concernant la proposition des présidents Macron et Ouattara, l'erreur qui a été faite à Abidjan à mon avis, c'est qu'on a proposé le nom d'Eco. Il est légitime de vouloir changer le nom du cfa, et j'ai moi-même participé pendant plus d'une dizaine d'années à « torpiller » le cfa. Mais comme l'a rappelé Christian de Boissieu, le cfa n'est pas uniquement présent en Afrique de l'Ouest francophone, il est aussi en Afrique Centrale. Il aurait été plus simple de dire que « nous avons compris les critiques récurrentes faites envers le Franc cfa, et avons décidé d'y répondre, notamment dans la partie symbolique, en changeant le nom de la monnaie de la Zone franc ». Si nous avions fait cela, nous n'aurions pas essuyé la critique de la ZMAO qui demande de quel droit le Franc cfa est remplacé par l'Eco... d'autant plus qu'il faut des critères pour accéder à l'Eco ! Aussi, la ZMAO demande quelle est la garantie pour laquelle les pays de la Zone franc respectent ces critères, et sur quel principe ces pays mêmes pays s'octroient de facto le droit de remplacer votre monnaie par une autre monnaie qui a sa propre histoire de construction. C'est à mon avis sur ces points précis que nous n'avons pas été futés, même si en même temps il n'y avait pas de solutions idéales pour annoncer ce changement. Car si nous avions annoncé un autre nom, on nous aurait dit qu'il y a l'Eco qui allait se mettre en place, et on nous aurait reproché de torpiller le projet Eco... En fait, c'est pour cela que l'annonce de ce changement de monnaie était un « piège » de toute façon. Et d'où vient ce piège, si ce n'est dans le rapport que la France entretient avec les populations de ses anciennes colonies ? Aussi, c'est là où nous devons tous faire très attention ! Car la jeunesse africaine a un sentiment de défiance vis à vis de la France, on peut l'observer au quotidien, et elle est en train de perdre cette jeunesse africaine comme sur les questions de démocratie où l'on a l'impression que Paris ne veut absolument pas en assumer les principes, et on assiste à un double discours sur de nombreuses questions ! Dans cette affaire, le test pour la France sera un test de sincérité : Paris veut-il vraiment couper le cordon ombilical ? Les prochains mois le diront... autant pour les pays Africains, il y aura un test de crédibilité, dans leur capacité à asseoir et à créer une monnaie ; et la

jeunesse africaine reste très attentive quant au résultat ! Je pense aussi que la société civile française doit mettre la pression sur ses dirigeants afin qu'ils ne jouent pas avec la monnaie en Afrique francophone. J'ai personnellement demandé qu'un calendrier précis soit annoncé pour la transition du Franc cfa vers l'Eco, vu de la Zone franc. Et lorsque l'on nous dit qu'il y aura une fixité entre l'Euro et l'Eco, il serait bon de connaître pendant combien de temps cette fixité sera maintenue !

Enfin, pour en revenir aux questions posées par Philippe Herzog, je ne peux pas y répondre à l'heure actuelle : ce sont là de vrais programmes de recherche ! J'ai bien noté également les questions liées à ce que l'on appelle les polarisations : le nord de l'Europe s'industrialise, le sud est spécialisé dans les services, et s'il n'y a pas de transferts, nous ne parviendrons pas à sauver l'Euro. Et pour l'Eco, ce sera exactement la même chose ! Ne cherchons-nous pas à créer une monnaie d'investissement, plutôt qu'une monnaie de transaction ? Je suis d'accord avec cette réflexion. C'est aussi pour cela que l'intégration du Nigéria au sein de cette nouvelle zone monétaire Eco est intéressante ! Car il y a deux indicateurs au Nigéria qui me semblent être très importants pour le succès de la monnaie CEDEAO : le 1^{er} c'est le ratio « réserve de change sur dette extérieure » - soit le degré de couverture de la dette extérieure par les réserves de change – et le Nigéria est le seul sur les 15 pays de la CEDEAO à pouvoir couvrir sa dette par ses réserves de change, avec un ratio de 150%. Les pays de la Zone franc ont un ratio de 38% de couverture de leur dette extérieure par leurs réserves de change, et le Ghana doit être autour de 25%. Cela veut dire que si demain, ces pays créaient l'Eco sans aucune garantie, et que des spéculateurs internationaux s'amusaient à attaquer leur devise, seul le Nigéria pourrait les protéger. Des économistes proposent de rajouter un septième critère de convergence aux six premiers existants, celui de réserve de change sur dette extérieure, parce que c'est ce qui nous donne un élément du degré d'exposition des pays de la Zone franc vis à vis du reste du monde : c'est le bas de la balance, et non plus le haut. Car pour le haut de la balance, on prend toujours des ratios bien connus, soit le solde extérieur par rapport au PIB. L'UEMOA l'a supprimé de ses critères de convergence en 2015, car elle estimait qu'elle dépassait trop fréquemment les 5%, et cela l'empêchait de réellement converger... « une façon de casser le thermomètre, plutôt que de répondre à la fièvre ». Ce ratio a donc toute son importance. Le deuxième élément que je trouve très intéressant mais que l'UEMOA ne possède pas, contrairement au Nigéria : sur la dette totale du Nigéria, et non plus sur la dette extérieure, le pays a le plus faible ratio rapporté au PIB de la CEDEAO ! Mais le discours francophone est de dire : « nous ne rejoindrons pas le Nigéria parce qu'il ne sait pas gérer » ; ce qui est totalement faux ! Car aujourd'hui, le Nigéria a les meilleurs indicateurs d'insertion dans la mondialisation. Aussi, je pense personnellement que cette future construction d'une monnaie ouest-africaine devrait être une co-construction. Car si l'on veut créer l'Eco simplement comme un avatar du Franc cfa, on ne répondra pas au problème massif que représente le chômage. Enfin, cela permet aussi de comprendre que le défi de cette nouvelle monnaie est le marché intérieur. A ce titre, le Nigéria a pris une décision forte : la Banque centrale du Nigéria exige désormais que chaque banque du pays ait un ratio « crédit sur dépôt » supérieur à 60% ! Dans les faits, ces banques doivent reverser 60% des dépôts aux PME sous forme de crédits. La politique du Nigéria est bien de transformer son économie en finançant ses PME, afin de créer des emplois, faire de l'industrialisation, etc. Si cette décision est fondamentale, on peut néanmoins constater régulièrement dans la presse que de nombreux directeurs de banques nigérianes se plaignent de ne pas réussir à assumer ce ratio, au motif que nombre de leurs clients ne sont pas « bancables ». En réponse, le gouverneur de la Banque centrale les menace de leur retirer leur agrément bancaire en cas de non-respect de ce ratio. La question est donc de savoir comment parvenir à harmoniser les commissions bancaires au sein de la CEDEAO.

Claude FISCHER HERZOG - La CEDEAO a besoin de capitaux pour financer la réalisation de projets africains, aussi quelles sont les politiques d'attraction pour favoriser les capitaux étrangers et contribuer au développement de la région ?

Kako NUBUKPO : C'est par la fiscalité que la CEDEAO essaie de répondre à la question, mais elle est quelque peu prise en étau car la Banque mondiale qui l'incite à réaliser le plus d'exonérations possibles, alors que le FMI l'incite à mobiliser le plus de recettes intérieures possibles. Aussi la CEDEAO essaie de gérer ces deux paramètres avec toute la complexité que cela implique. Concernant la question de William nous ne nous rendons pas compte que la multiplicité des chocs auxquels nos économies sont confrontées engendre l'illustration d'une absence de réponse structurelle au défi du développement. Or on ne peut pas séparer la question monétaire ou financière de la question de la construction d'un État. Lorsque l'on observe l'histoire de l'Occident, le rôle du crédit est essentiel au tissu productif, tout autant que de la construction de l'État. Aujourd'hui, le discours monétariste auquel nous sommes soumis veut nous faire croire que la monnaie est neutre et quelle n'a pas d'impact sur l'économie réelle, ce qui est totalement faux ! Car qu'est-ce qui a sauvé le monde occidental au moment de la crise provoquée par les subprimes ? Ce sont les politiques monétaires non conventionnelles ; on n'a pas hésité à injecter des milliards de dollars pour sortir de la crise avec plus ou moins de succès. Rappelons-nous qu'au niveau de la Zone franc, nous avons aujourd'hui des taux d'inflation inférieurs à 1% dans des pays qui auraient besoin de taux de croissance de 7% chaque année pour essayer de réduire la pauvreté. Mais, c'est le dernier rapport publié sur la Zone franc qui attire seulement l'attention des gouverneurs de la BECEAO et de la BEAC sur le fait qu'il ne faut pas être plus royaliste que le roi ! Pour rappel, la stabilité des prix dans la zone Euro est de 2% d'inflation, et pas 0%. A 0%, on se retrouve juste dans la déflation. Aussi, la difficulté réside dans le fait que nous ne partons pas du besoin de nos économies et de nos sociétés pour construire les instruments et les canaux de transmissions. Nous importons des modèles qui, s'ils ont pu faire leurs preuves ailleurs, ne sont pas adaptés à nos sociétés ni à nos économies. Il est donc nécessaire de replacer ces instruments dans le débat.

Je m'intéresse à la monnaie en premier lieu parce que je suis économiste, et si j'avais été médecin je m'intéresserais d'emblée à la situation sanitaire des hôpitaux sur le continent africain. La jeunesse africaine anti-cfa ne pense pas que c'est la lutte contre le Franc cfa qui résoudra tous ses problèmes, mais il apparaît qu'elle n'a pas beaucoup de sujets de ralliements supranationaux, or la monnaie en est un. Aussi, cette jeunesse se trouve une destinée commune via le sujet de la monnaie. Si on prend le cas des élections présidentielles dans chacun des pays ouest africains, le jeune Camerounais est frustré car Paul Biya est toujours présent, le jeune Togolais parce que Faure Gnassingbé est encore là, le jeune Tchadien parce Idriss Déby est toujours là, etc. Ce sont des cas nationaux, mais le sujet de la monnaie dépasse le thème de la nation ; en devenant supranational, il pose des problèmes qui sont communs à toute cette jeunesse. Aussi, la bataille contre le Franc cfa n'est pas forcément une bataille pour obtenir une autre politique monétaire.

Awa FOFANA : Je tiens à remercier les panélistes pour leur exposé pertinent. Je suis persuadée que l'évolution de l'Afrique s'opérera aussi grâce aux Africains eux-mêmes. Faisant partie de cette jeunesse africaine, je ne partage pourtant pas cette lutte contre le Franc cfa. Je m'interroge surtout sur la capacité de l'Afrique à s'unifier, quand on entend le président du Nigéria déclarer qu'il s'oppose à la façon dont la CEDEAO a l'intention de créer la nouvelle monnaie Eco. L'Afrique de la Zone franc est-elle réellement prête à changer de monnaie face aux nombreux défis que cela suppose ?

Une participante - Je pensais que cette conférence sur la création de l'Eco serait une énième rencontre et je n'avais pas l'intention d'y participer, car l'idée même de vouloir « poser le toit avant toute fondation » me

paraissait impensable, mais nous avons pu bénéficier d'éclairages importants de la part des intervenants quant aux conditions nécessaires pour parvenir à réaliser ce projet de monnaie commune en Afrique de l'Ouest. Je m'interroge sur le temps qu'il faudra pour parvenir à commencer à poser la moindre fondation en vue de ce projet, tout comme je me demande comment parviendrons-nous à dépasser les problèmes de gouvernance, ainsi que de développement inclusif et partagés.

Mme l'Ambassadrice du Nigéria - Chaque intervenant a mentionné le Nigéria d'une façon ou d'une autre. Il a été surtout question du rôle du Nigéria dans le développement de l'économie régionale de la CEDEAO et dans le processus de la mise en place de la nouvelle monnaie. Mais nous avons encore beaucoup de questions et de problèmes à traiter, et notamment la question des divergences entre nos États. La situation de chaque pays doit être analysée et déterminée. En même temps, nous devons constater que chaque État a son propre positionnement vis-à-vis de questions différentes, les pays essaient de défendre leurs intérêts nationaux. Donc, je pense que toutes ces questions doivent encore être discutées. J'ai apprécié le discours de M. Kako Nubukpo concernant les problèmes et les défis majeurs posés par la création de cette nouvelle monnaie. Et c'est tout à fait vrai que nous allons partager non seulement une monnaie commune, mais aussi un destin commun et cela implique des risques. Le gouvernement du Nigéria est préoccupé par ces problématiques. La monnaie unique doit être reconnue à travers de notre région. Et pour cela nous devons également coopérer et discuter avec les autres régions.

Mathieu DELOYER - Je remercie nos intervenants qui ont été remarquables. Je suis financier et je suis spécialisé en Afrique pour les projets d'infrastructures, notamment au Togo. Je pense que le projet de la création de l'Eco est une occasion de réaliser des progrès phénoménaux. Mais je reste inquiet sur deux points majeurs touchant à la méthode de travail pour avancer : premièrement, ce sujet est souvent traité sur un terrain très dogmatique par des hommes qui viennent souvent polluer le débat par leurs discours aberrants. Deuxièmement, c'est le problème de la confiance qui doit être au cœur du débat, et la concertation. Ainsi, si on doit financer la construction de centrales électriques au Sénégal, on trouvera les financements nécessaires, mais ce sera peine perdue en ce qui concerne la Guinée Conakry. Or, comme Kako Nubukpo l'a bien décrit, l'Afrique est confrontée à un accroissement de sa population et de ses besoins. S'il y a bien un sentiment d'urgence accrue, cela ne transparait pas assez souvent dans le débat, et je m'interroge sur la position à adopter pour obtenir un système de concertation qui nous permette de bâtir un projet autour de la monnaie au sein de la CEDEAO ?

Jean-Philippe BRETTE - Je fais partie de l'association Invivo. Je souhaite savoir comment l'Afrique va faire face à la hausse et au surenchérissement du pétrole, et est-ce que la création de l'Eco pourrait y remédier ? Face à une demande énergétique en forte hausse, la CEDEAO pourrait-elle envisager d'investir dans le nucléaire ? Sachant que Nigéria est un grand producteur de pétrole et que cette stratégie pourrait être contradictoire...

Nestor AIME - Je dirige le journal « Partage.com », et je souhaite intervenir sur la position de la jeunesse africaine face à la France. Tout sujet de nature à titiller et à mettre la pression sur les représentants de l'État français est le bienvenu. Aujourd'hui de nombreux de ces jeunes parlent le mandarin, le japonais, ou l'espagnol, ils s'intéressent au pays où ils peuvent être accueillis. Beaucoup quittent leur pays d'origine la mort dans l'âme et si le paradis existait, il serait en Afrique car cette terre regorge de ressources propres et de matières premières, mais ces jeunes ne comprennent pas que leur continent soit la seule région au monde où c'est le client seul qui fixe le prix de ce qu'il souhaite acheter. Ma question porte sur la construction d'ensembles sous régionaux africains, même si l'UA ne peut pas prétendre être équivalente à l'UE. De la

même manière, concernant les difficultés de financement : s'il n'existe pas d'État de droit, ni de culture de respect de la signature donnée, les règlements ne seront pas honorés jusqu'à attendre que d'autres paient à votre place. Nous avons en Afrique la culture de la gestion des crédits, sans avoir la culture de la production. Sachant cela, ne faisons-nous pas fausse route en voulant commencer à travailler sur la monnaie, qui est un instrument qui doit servir d'une vision et d'une ambition encore inexistantes ?

Nadim Michel KALIFE – Lorsqu'on veut faire le bilan de la colonisation française, correspondant à la zone UEMOA, nous sommes marqués par l'héritage non pas colonial, mais par celui de la France-Afrique qui a instauré des dictatures dans nos pays afin d'éviter l'intrusion soviétique à l'époque. La France a protégé ces dictateurs, en insufflant une gestion opaque des économies, en autorisant ces gouvernants africains à se substituer à la justice de leur pays, etc. aussi, la jeunesse a peur des régimes en place, car en s'y opposant, ils s'excluent de pouvoir intégrer la fonction publique, et toute recherche de financement pour projet personnel sera déboutée. Personnellement, j'ai été ruiné professionnellement pour avoir critiqué le pouvoir de Gnassingbé au Togo. D'une manière générale, le peuple africain francophone n'ose que trop peu attaquer son propre gouvernement ; il préfère attaquer la France en se disant que si les gouvernements d'Afrique francophone sont en place, c'est un vestige de la France-Afrique, et que c'est de la responsabilité de la France d'y mettre un terme afin que le peuple africain puisse recouvrer sa dignité et sa liberté. La CEDEAO n'est pas encore sortie de ce système érigé par la France-Afrique, même si les entreprises françaises ne gardent aujourd'hui que très peu d'intérêts en Afrique, puisque désormais remplacées par la Chine et l'Inde. Aussi, les populaires africaines revendiquent la nécessité de l'intervention française pour pouvoir contrer les forces gouvernementales africaines, les forces de police et des armées qui les oppriment.

Kako NUBUKPO - Pour répondre aux questions qui ont été soulevées, je reviens sur cette forme de schizophrénie qui anime une part de la CEDEAO, entre la volonté de créer une autonomie monétaire au sein de la Zone franc ou chercher d'abord à régler toutes les conditions de base nécessaires. Nous n'avons pas d'États qui sont des produits issus de Nations : nos États ont précédé les Nations. Aussi les transactions sont très élevées pour que les gens puissent comprendre que nous avons un destin commun. Je fais un travail de recherche sur la monnaie, et je rêverais que d'autres le fassent pour l'industrie, l'agriculture, etc, soit que chacun, qu'il soit ingénieur, juriste, chercheur, ou homme politique, contribue à faire avancer ces questions. En observant au quotidien la jeunesse africaine, je suis assez pessimiste, non pas quant à sa volonté de s'en sortir mais par rapport à son niveau d'éducation : nous nous battons au quotidien pour que les gens sachent simplement lire et écrire ! De plus, lorsque l'on écoute le débat politique aujourd'hui en Afrique, il est très pauvre et cela tient beaucoup au fait que les acteurs eux-mêmes sont médiocres, et c'est vraiment décevant. J'enseigne devant quinze mille étudiants à la faculté d'économie et de gestion de Lomé au Togo, dans un système LMD (*La réforme Licence-Master-Doctorat également désignée réforme LMD désigne un ensemble de mesures modifiant le système d'enseignement supérieur français pour l'adapter aux standards européens de la réforme BMD*) et cela nous a conduit progressivement à abandonner les travaux dirigés, là où nous sommes moins de vingt enseignants (moins d'un enseignant pour cinq cents étudiants). Ces étudiants sont majoritairement pauvres, aussi ils ne peuvent se permettre de se payer des motos-taxi chaque jour, et ils ne viennent assister au cours que trois fois par semaine. De plus, le travail de dissertation a été abandonné faute de personnel pour les corriger, et on a basculé sur un travail simplifié de QCM (questionnaire à choix multiple). Le niveau s'est affaibli et on se bat contre la massification de l'enseignement. On peut se demander ce que quinze mille étudiants en économie vont bien pouvoir faire demain dans un pays comme le Togo. Ce sont des problèmes auxquels personne ne veut répondre. La Banque mondiale fait ses comptes, et annonce qu'une tranche d'âge est à 100% scolarisée, mais ce sont des classes où les enfants sont plus de 150 !

S'il est vrai que l'on cherche à poser un toit avant même les fondations, il faut aussi savoir que l'on fait ce que l'on peut malgré toutes les difficultés rencontrées. De plus, peu de gens se rendent compte ce qui se prépare réellement, et j'ai d'ailleurs intitulé mon dernier ouvrage « L'urgence africaine », car il y va de la stabilité du monde. On aurait tort de penser que tout ce qui se prépare en Afrique restera en Afrique. Nous savons tous déjà comment les groupes djihadistes recrutent et progressent vers les côtes. Il y a bien un décalage énorme entre ce que les gens qui sont sur le terrain ressentent, et les politiques qui donnent l'impression d'être au contrôle, alors que rien n'est sous contrôle.

Pour répondre à l'idée de la cryptomonnaie, la jeunesse africaine a une forte appétence pour toutes les innovations numériques. Dans des pays comme au Kenya, la possibilité de réaliser des transactions via un téléphone portable a permis de résoudre partiellement le faible taux de bancarisation. Il y a de toute évidence un apport positif lié aux cryptomonnaies. Mais n'oublions jamais que les trois fonctions de la monnaie restent immuables : unité de compte, intermédiaire des échanges, et réserves de valeur. Nous aurons toujours besoin de conserver des institutions souveraines, légitimes et porteuses de confiance, et il est important de ne pas confondre la forme et le fond, même s'il n'y a jamais une totale étanchéité entre les deux.

Concernant la question des besoins énergétiques en Afrique, c'est pour le meilleur et pour le pire. Si le Nigéria possède autant de réserves de changes, c'est bien grâce au pétrole. De son côté, le Ghana commence à en exporter, et le Sénégal vient d'en découvrir également. La monnaie Eco sera donc d'autant plus forte que la manne pétrolière existera dans ces pays ; mais au sein de la CEDEAO il existe deux cycles en opposition de phase entre les pays producteurs de pétrole et les pays importateurs. Et dans ce cas, quelle sera la politique monétaire optimale à adopter ? Car lorsque le prix du pétrole sera élevé, cela profitera au Nigéria mais cela élèvera la facture de consommation énergétique des pays importateurs au sein de cette même zone. Aussi, je crois beaucoup au fédéralisme budgétaire pour prendre des décisions politiques favorables à tous les pays concernés par l'Eco. Aujourd'hui, le budget communautaire au sein de la zone UEMOA est de 0,3% du PIB, et c'est très faible. Mais il existe des marches de solidarité qu'il faudra développer. Pour aborder rapidement la question du développement nucléaire en Afrique, je reste sceptique quand nous n'avons jamais été capables de transformer la fibre de coton en simple tee shirt. J'ai travaillé pendant six ans au sein des filières de coton africaines, et nous n'avons jamais pu transformer cette fibre de coton en vêtement ; Historiquement, cela a pourtant déjà été fait à travers la connaissance de l'artisanat du textile africain, etc. mais le désarmement tarifaire que le FMI et la Banque mondiale nous ont imposé à partir de 1980 a détruit l'embryon de l'industrie textile. Aujourd'hui, nous exportons 97% de la fibre de coton brut que nous cultivons. Aussi, il va se passer encore du temps avant que le Niger transforme son uranium en énergie nucléaire, avec tout ce que cela suppose comme technicité, savoir-faire et maîtrise de l'ensemble de la chaîne de production. Si le Niger commençait par négocier de meilleur prix de vente de son uranium, afin d'utiliser cette manne économique pour financer des écoles, des dispensaires, et des infrastructures routières, ce serait déjà une avancée importante pour le pays.

Concernant les méthodes de travail à adopter pour faire avancer le débat sur l'Eco, les commissions de l'UEMOA et de la CEDEAO doivent s'unir pour créer un groupe de travail commun. La commission de la CEDEAO a créé un groupe de travail pour définir le nom de la nouvelle monnaie, ainsi que ses effigies, et elle débat du futur lieu de fabrication du Franc cfa/Eco, car celui-ci est toujours fabriqué dans les usines françaises. Il est donc important de créer des commissions mixtes pour travailler sur ces sujets, tout en appelant les banques centrales à participer au débat. La confiance est cruciale, car nous savons

historiquement qu'il existe deux transitions. Il y a la transition politique et la transition matérielle. Lors de l'instauration d'une nouvelle monnaie, la transition politique doit se réaliser très rapidement pour la crédibilité des porteurs du projet. En effet, si dans trois ans Macron et Ouattara sont encore au pouvoir et qu'ils reviennent annoncer qu'ils vont créer l'Eco, ils perdront définitivement toute crédibilité. La transition matérielle doit, quant à elle, être la plus longue possible, car les conditions matérielles de mise en œuvre supposent une très grande confiance. Pour exemple, il n'est pas impossible qu'avant même l'apparition des billets de banques Eco, de faux billets apparaissent. Ainsi, tous les processus pour sécuriser la mise en place de cette nouvelle monnaie doivent être au cœur de notre discussion. De plus, les commissions bancaires ne travaillent pas encore de la même façon : les pays francophones utilisent le droit des affaires OHADA, issu de la tradition civiliste française, mais les pays anglophones utilisent la Common law ; aussi, un travail d'harmonisation juridique est donc à réaliser en Afrique de l'Ouest. Les méthodes de régulation bancaire ne sont pas les mêmes non plus, aussi il est nécessaire de redéfinir les ratios prudentiels. Pour le système fédéral de banques centrales, comment cela va concrètement se passer, quel va être le rôle de chacune des banques ? Est-ce que la BCEAO va rester en l'état ou va-t-elle disparaître ; et est-ce que ses agences sont se transformer ? Il y a énormément de questions techniques et pratiques qui doivent être gérées ! Mais depuis l'annonce du 21 décembre 2019, personne ne fait encore rien pour le moment !

Je ne vais pas finir sur une note pessimiste, et pour répondre à Nestor, je suis d'accord avec lui sur la question de la vision. J'ai été ministre de la prospective et de l'évaluation des politiques publiques au Togo, j'avais en charge la Vision Togo 2030. Aussi, vous prêchez un convaincu. L'Union africaine possède son document 2063, et pour les prochaines cinquante prochaines années, il contient tout ce que nous voulons. Mais entre nos déclarations d'intention et la pratique, il y a un gouffre ! Aussi, il va nous falloir travailler concrètement, pour sortir enfin du complot que la France pourrait fomenter et balayer devant nos propres portes. Ma propre thèse a toujours été celle de la servitude volontaire, car si nous sommes restés pendant 75 ans dans ce système du Franc cfa, c'est parce que nos dirigeants avaient personnellement intérêt à y rester.

Claude FISCHER HERZOG - Je remercie chaleureusement Kako Nubukpo, et je reviendrai juste sur trois éléments. Concernant le projet Eco et le fait de vouloir construire « un toit avant même de poser les fondations » : pour moi, au-delà de vouloir construire une monnaie, il s'agit aussi de toute l'importance de créer du lien social. Nous avons le même problème en Europe, et nous n'allons pas casser l'Euro alors que nous souhaitons refonder l'Europe aujourd'hui. Pour créer l'Eco, il va falloir mobiliser les sociétés, car lorsque ça concerne 300 millions d'Africains, il est nécessaire de travailler ensemble. S'il persiste un réel problème d'éducation générale, nombreux sont les jeunes Africains qui sont formés et volontaires, et il sera nécessaire qu'ils poursuivent leurs luttes pour construire leur propre politique africaine. Michel nous dit que l'avenir démocratique de l'Afrique ne se fera pas tant qu'il n'existera pas des États de droit ; je rappelle juste que les États de droit occidentaux sont eux-mêmes en crise, et qu'il est prudent de ne pas en faire des modèles ; car ceux-ci ne mobilisent pas leur société, et c'est d'ailleurs pour cela que nous n'y parvenons pas. Il va donc falloir inventer d'autres modèles démocratiques. Sur ces sujets, l'Afrique peut aussi innover, et pourquoi pas contribuer à faire progresser l'Europe pour contribuer à transformer ses propres systèmes. Il serait nécessaire de faire émerger des projets communs, et valoriser les solidarités productives. En effet, s'il est si difficile de valoriser la fibre coton sur le continent africain, c'est aussi dû au manque important d'électricité pour pouvoir la transformer, et les directives restrictives du FMI ne facilitent rien ! La solution serait de créer des centrales, voire des mini-centrales décentralisées, avec un mix électrique diversifié qui permettent de développer l'industrie africaine, que ce soit l'agriculture, les mines, le numérique, tous les secteurs industriels qui nécessitent de l'énergie électrique. De plus, l'Afrique possède de nombreux gisements de matériaux rares,

et elle doit se réappropriier le bénéfice de leur extraction et de leur commercialisation sur le marché international, car l'électrification des usages (auto et internet) va provoquer la course à leur appropriation.

Enfin, je vous annonce que *LES ENTRETIENS EUROPEENS ET EURAFRICAINS* n'existeront plus sous leur forme actuelle. En effet, avec Philippe Herzog nous avons décidé de développer le séminaire *EUROPE 21* qui sera amené à repenser les relations entre l'Europe et les autres régions du monde. A ce titre, nous réfléchissons à la révolution anthropologique qu'appellent les mutations économiques, climatiques, démographiques, etc. non pas en tentant de le faire seuls en Europe mais avec les autres parties du monde. Car on ne redéfinira l'avenir de notre planète et les valeurs universelles qu'en les travaillant avec les autres. Ce séminaire comportera six conférences pour croiser nos regards sur l'évolution de nos sociétés ainsi que sur les coopérations renforcées que nous pourrions développer. Au cœur de ces coopérations, le sujet des biens communs, comme l'énergie (la place des différentes sources énergétiques dont le nucléaire), un sujet d'ordre géopolitique qui sera traité dans chaque conférence. Nous proposons d'organiser la première conférence sous la forme d'un « Sommet de la société civile UE/Afrique(s) »⁴ où la mobilité humaine sera abordée comme un bien commun et un droit public fondamental. Pour rappel, la migration a été le thème central autour duquel ASCPE a organisé plusieurs conférences en 2019, ainsi qu'un festival de cinéma « Regards croisés sur les migrations ». Les enjeux de l'éducation, de la sûreté et de la sécurité, du numérique etc... sont tout aussi importants, et il nous faudra faire des choix.

*Compte-rendu réalisé par **Yvan FISCHER** pour ASCPE – Mars 2020.*

⁴ Le « Sommet de la société civile UE/Afrique(s) » aura lieu en juin ou en septembre 2020, parallèlement au sommet des chefs d'Etats UE/Afrique.